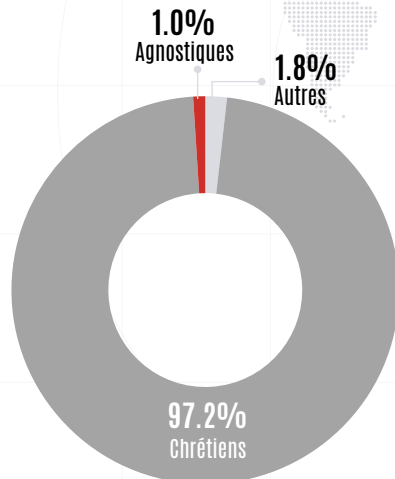




# GUATEMALA

## RELIGION



Population

**17,910,812**



PIB par habitant

**7,424 US\$**



Surface

**108,889 Km<sup>2</sup>**



Indice de Gini\*

**48.3**

\*Inégalité économique

## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

Le préambule de la Constitution de la République du Guatemala<sup>1</sup> invoque « le nom de Dieu ». Selon l'article 36, « l'exercice de toutes les religions est libre. Toute personne a le droit de pratiquer sa religion ou sa croyance, tant en public qu'en privé, au moyen de l'enseignement, du culte et des rites, sans autres limites que l'ordre public et le respect dû à la dignité de la hiérarchie et aux fidèles d'autres croyances ».

L'article 37 de la Constitution confère la personnalité morale à l'Église catholique. Il reconnaît également les droits de propriété de l'Église catholique sur « les biens immeubles qu'elle détient pacifiquement à ses propres fins, dans la mesure où ils faisaient partie du patrimoine de l'Église catholique dans le passé ».

Le même article permet à d'autres Églises ou entités religieuses d'obtenir une reconnaissance juridique « conformément aux règles de leur institution », et « le gouvernement ne peut pas leur refuser ce droit, sauf pour des raisons d'ordre public ». Il dispose également que « les

biens immeubles des entités religieuses qui sont affectés au culte, à l'éducation et à l'assistance sociale, bénéficient d'une exemption d'impôts, de cotisations et de contributions ».

En vertu des articles 186, 197 et 207, les membres du clergé ne peuvent assumer les fonctions de Président, de vice-président ou de ministre au sein du gouvernement. Ils ne peuvent pas non plus être magistrats ou juges.

Selon l'article 71, l'État assure l'éducation « sans aucune discrimination ».

Aux termes de l'article 73, « l'instruction religieuse est facultative dans les établissements publics et pourra être dispensée pendant les horaires ordinaires, sans aucune discrimination ». De même, l'État « contribue au maintien de l'instruction religieuse sans aucune discrimination ».

L'autorité administrative compétente peut autoriser les membres du clergé à célébrer les mariages civils (article 49).

Conformément au Code civil, les Églises sont des personnes morales et ont le droit d'acquérir, de posséder et de disposer de biens, à condition que ceux-ci soient ex-

clusivement destinés à des fins religieuses, à l'assistance sociale ou à l'éducation.<sup>2</sup>

Il ressort du code du travail que la discrimination fondée sur la religion est interdite dans les établissements chargés du bien-être social, de l'éducation, de la culture, du divertissement ou du commerce. Les employeurs ne sont pas autorisés à influencer les convictions religieuses de leurs employés. Les syndicats peuvent être dissous s'il est possible de prouver devant un tribunal qu'ils causent ou fomentent des querelles religieuses.<sup>3</sup>

Le code pénal impose des sanctions pénales aux personnes qui perturbent les célébrations religieuses ou qui accomplissent des actes qui offensent les pratiques religieuses, portent atteinte aux objets du culte ou profanent des lieux de culte ou d'inhumation. Le vol est passible de sanctions pénales plus rigoureuses si les objets volés sont utilisés pour le culte ou ont une signification religieuse particulière.<sup>4</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

En 2018, des communautés chrétiennes, juives et musulmanes ont fait état d'une collaboration interconfessionnelle accrue par la création d'une Commission humanitaire interreligieuse pour fournir une aide caritative après l'éruption volcanique de Fuego du 3 juin.<sup>5</sup>

En septembre 2018, un projet de loi instituant une Journée nationale de prière a été présenté au Congrès de la République.<sup>6</sup>

En octobre 2018, le Congrès guatémaltèque a adopté une motion non contraignante visant à interdire au groupe suédois de heavy metal Marduk d'entrer dans le pays, dans la mesure où il « viole les sentiments religieux, principalement chrétiens, de la société guatémaltèque ».<sup>7</sup>

En 2019, les leaders mayas ont continué d'exhorter le gouvernement à leur permettre d'accéder à des sites sacrés sur des terres appartenant à l'État. Le programme « Route vers la prospérité » (La Ruta Hacia la Prosperidad) du gouvernement a fait part d'un engagement accru envers les communautés autochtones.<sup>8</sup> 80 dirigeants autochtones, lors d'une série de réunions au cours de l'année 2018, ont identifié huit priorités, dont le « respect de la terre sacrée, de la culture autochtone et de la religion autochtone », qui, selon eux, ont été « historiquement ignorées ».<sup>9</sup>

En septembre 2019, le secrétaire au Renseignement stratégique Mario Duarte a assisté à l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU) afin de participer à la conférence « Appel global à protéger la liberté religieuse » promue par les États-Unis.<sup>10</sup>

En janvier 2020, le Pape François a reconnu le martyr de dix personnes au Guatemala (trois missionnaires espagnols et sept laïques), « assassinées par haine de la foi pendant la guerre civile entre 1980 et 1991 ».<sup>11</sup>

Au cours de la période 2018-2020, certains rapports indiquent qu'un certain nombre de bâtiments et de symboles religieux ont été vandalisés. En février 2019, un inconnu a décapité la statue de Sainte María de Cervelló dans l'église de la Miséricorde (La Merced) à Antigua Guatemala.<sup>12</sup>

En août 2020, l'église Notre-Dame de la Médaille Miraculeuse (Nuestra Señora de la Medalla Milagrosa), à Guatemala City, a été vandalisée. Des témoins ont rapporté que les auteurs des faits avaient « attaché une corde autour du cou de la statue, au-dessus de l'entrée principale de l'église ». En tentant d'enlever la statue, ils l'ont endommagée. Il a été signalé que ni la police ni les autorités n'avaient réagi.<sup>13</sup>

La Conférence épiscopale catholique du Guatemala s'est exprimée ouvertement sur des questions d'intérêt public, par exemple : en janvier 2019, elle a exprimé son indignation face à la décision du Président Jimmy Morales d'expulser la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, notant que cela allait à l'encontre des accords de paix destinés à lutter contre les groupes criminels dans le pays et à lutter contre la corruption<sup>14</sup>; en février 2019, les évêques se sont dits préoccupés par la « migration forcée vers le nord » (Mexique et États-Unis), qui touche particulièrement les jeunes exposés à des réseaux de passeurs et de trafiquants de drogue<sup>15</sup>; et en février 2020, les prélats ont exprimé l'espoir que la priorité des nouveaux dirigeants politiques serait le bien commun et que les pratiques corrompues prendraient fin.<sup>16</sup>

À la suite du déclenchement de la pandémie de covid-19 en mars 2020, le gouvernement a limité les activités publiques et privées, y compris les activités religieuses. La Conférence épiscopale catholique a pris un certain nombre de mesures et publié une déclaration dans laquelle elle notait que les autorités avaient le devoir d'assurer la santé publique, et exprimait sa reconnaissance pour l'appel du gouvernement à prier pour le Guatemala.

Les Églises ont été autorisées à rester ouvertes pour que les gens puissent s'y rendre et y prier.<sup>17</sup>

En août 2020, le gouvernement a annoncé de nouveaux horaires pour les activités religieuses afin d'éviter la propagation du virus. Les événements spéciaux tels que les mariages et les baptêmes n'ont pas été interdits, mais le nombre de participants a été limité.<sup>18</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Au cours de la période faisant l'objet du présent rapport, le vandalisme contre les édifices et symboles religieux a augmenté sans que les autorités ne cherchent à enquêter. Au cours de la même période, l'Église catholique s'est fait davantage entendre au sujet des actions du gouvernement et des élections. Les tensions sociales et économiques s'intensifient, aggravées par la pandémie. De telles tensions ne sont jamais de bon augure pour le développement des droits de l'homme. Nous percevons une situation qui est en train de passer de stable à négative.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution du Guatemala (espagnol) : <https://www.cijc.org/es/NuestrasConstituciones/GUATEMALA-Constitucion.pdf>
- 2 Articles 15 et 17, Código Civil, Gobierno de Guatemala, [http://www.oas.org/dil/esp/Codigo\\_Civil\\_Guatemala.pdf](http://www.oas.org/dil/esp/Codigo_Civil_Guatemala.pdf).
- 3 Articles 14 bis; 62, d; 226, a; Código de Trabajo, Gobierno de Guatemala, <http://biblioteca.oj.gob.gt/digitales/36036.pdf>
- 4 Articles 224, 225, 247 N° 7, 255 bis, "Decreto No.17-73," Código Penal de Guatemala, Gobierno de Guatemala [http://www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/GTM\\_codigo\\_penal.pdf](http://www.un.org/depts/los/LEGISLATIONANDTREATIES/PDFFILES/GTM_codigo_penal.pdf)
- 5 Office of International Religious Freedom, "Guatemala," 2018 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2018-report-on-international-religious-freedom/guatemala/>
- 6 Carlos Álvarez, "Día Nacional de la Oración recibe dictamen favorable," Prensa Libre, 16 novembre 2018, <https://www.prensalibre.com/guatemala/politica/dia-nacional-de-la-oracion-recibe-dictamen-favorable/>
- 7 José Elías, "Guatemala busca bloquear la entrada al país a una banda de rock sueca por 'blasfema'," El País, 28 septembre 2018, [https://elpais.com/internacional/2018/09/27/america/1538013911\\_017081.html](https://elpais.com/internacional/2018/09/27/america/1538013911_017081.html)
- 8 Office of International Religious Freedom, "Guatemala," 2019 Report on International Religious Freedom, U.S. Department of State, <https://www.state.gov/reports/2019-report-on-international-religious-freedom/guatemala>.
- 9 Ibid
- 10 Orlando Bobadilla, "Guatemala da ejemplo de libertad religiosa a otras naciones del mundo," AGN, 24 septembre 2019, <https://agn.gt/archivo/guatemala-da-ejemplo-de-libertad-religiosa-a-otras-naciones-del-mundo/>
- 11 "Esta es la historia de los nuevos mártires de Guatemala," Aci Prensa, 25 janvier 2020, <https://www.aciprensa.com/noticias/esta-es-la-historia-de-los-nuevos-martires-de-guatemala-34543>
- 12 Alvaro Alay, "Decapitan imagen en iglesia La Merced, en Antigua Guatemala," Publinews, 24 février 2019, <https://www.publinews.gt/gt/noticias/2019/02/24/decapitaron-imagen-en-la-merced.html>
- 13 "Iglesia de la Casa Central es vandalizada," EntreCultura, 21 août 2020, <http://entrecultura.tv/iglesia-de-la-casa-central-es-vandalizada/>.
- 14 "Los obispos de Guatemala arremeten contra el presidente por expulsar a la Comisión Internacional contra la Impunidad," Religión Digital, 11 janvier 2019, [https://www.religiondigital.org/america/Guatemala-presidente-Comision-Internacional-Impunidad\\_0\\_2084791528.html](https://www.religiondigital.org/america/Guatemala-presidente-Comision-Internacional-Impunidad_0_2084791528.html).
- 15 "Obispos ante elecciones en Guatemala: 'No queremos dictaduras'," Aci Prensa, 9 février 2019, <https://www.aciprensa.com/noticias/obispos-ante-elecciones-en-guatemala-no-queremos-dictaduras-88518>
- 16 "Comunicado de la Conferencia Episcopal de Guatemala," 7 février 2020, Conferencia Episcopal de Guatemala, <http://www.iglesiaticolica.org.gt/CEG-20200207.pdf>
- 17 "Comunicado de la Conferencia Episcopal de Guatemala con motivo de la amenaza del COVID-19 (Coronavirus)," 14 mars 2020, Conferencia Episcopal de Guatemala, <http://www.iglesiaticolica.org.gt/CEG-20200314.pdf>
- 18 Glenda Sánchez, "Coronavirus: Nuevo horario para eventos religiosos en Guatemala," República, 23 août 2020, <https://republica.gt/2020/08/23/coronavirus-amplian-horario-para-eventos-religiosos-en-guatemala/>